

EXAMEN DU BAC À BÉJAÏA

Trois tentatives de fraude et des candidats refoulés pour cause de retard de quelques minutes

**Hier, deuxième jour des épreuves du baccalauréat, ce sont 1 577 candidats, dont 139 élèves scolarisés et 1 438 candidats libres, sur les 21 619 candidats concernés, qui ont manqué à l'appel dans la wilaya de Béjaïa, soit un taux de 7,29%, rapportent les services de la Direction de l'éducation.**

Indiquant que toutes les conditions étaient réunies pour un bon déroulement des épreuves du bac, les responsables de la DE ont déploré néanmoins «trois tentatives de triche» avec l'utilisation des nouvelles technologies dans certains centres d'examen. Plus d'une dizai-

ne de candidats n'ont pas pu passer les épreuves de maths pour cause de quelques minutes de retard dans certains centres d'examen. «On est arrivé avec trois minutes de retard et on nous a refusé l'accès dans les centres» se sont plaints des candidats sur les ondes de la radio locale.

A Sidi-Aïch, une candidate a été refoulée avec deux minutes de

retard, a dénoncé son père. Barkou Akli, père de la candidate aux épreuves du bac dans un centre d'examen de Sidi-Aïch, n'arrivait pas à contenir sa colère devant ce qu'il qualifie «de grave injustice». «Ma fille, qui s'est sacrifiée durant toute l'année dans l'espoir de décrocher son bac a été empêchée d'accès au centre, avec à peine deux minutes de retard,

explose le père de la candidate qui a pris attache avec notre bureau dans l'après-midi de dimanche.

Par ailleurs, si la première épreuve de langue arabe a été jugée «abordable», l'épreuve de maths observée dans la matinée d'hier lundi était «très longue et difficile», ont souligné de nombreux candidats dans la filière sciences.

A. Kersani

AÏN DEFLA

Le drame vécu par des dizaines de candidats libres

**Nombre de candidats libres, arrivés peu avant 8h30, le premier jour de l'examen du bac ont été refoulés des différents centres d'examen, notamment à Aïn Defla, El Attaf et Bourached.**

On a dit et on dira sûrement que ces candidats auraient pu prendre leurs dispositions pour être ponctuels, cependant comment être à l'heure quand depuis 6h 30 du matin les quelques bus qui ont pointé du nez à la gare routière ont été pris d'assaut par les centaines de voyageurs qui attendaient, pas les seuls d'ailleurs, puisque le même spectacle était visible au niveau de tous les arrêts le long de la RN 4.

La quinzaine de candidats qui ont pu jouer du coude pour grimper dans un des bus peu après 7h, se lisait sur leurs visages la peur de rater un examen aussi important pour lequel ils s'étaient préparés depuis des mois, voire des années.

Ces malheureux retardataires, malgré eux, n'étaient pas au bout de leurs déboires puisque, après quelques kilomètres à la sortie ouest de Sidi Lakhdhar, la circulation s'est bloquée et il s'en est suivi un bouchon monstre dans les 2 sens parce qu'une entreprise s'acti-

vait à appliquer une couche de bitume sur la RN4. Face à la montre qui égrenait les précieuses minutes, une jeune candidate éclate en sanglots à fendre le cœur des autres passagers, impuissants à lui venir en aide, d'autres s'en sont pris au conducteur. Ce dernier, pour gagner du temps, a pris la décision, la seule possible dans ce cas, de rebrousser chemin tout comme beaucoup d'autres conducteurs.

Retour donc sur des kilomètres jusqu'à l'embranchement, sur Sidi Omar. Pied au plancher, le bus a rejoint Djelida puis la RN 4 et enfin la gare routière de Aïn Defla. Un taxi loué, de l'agence au Technicum, un des centres d'examen, profitant de l'aubaine, a pris 150 DA pour une course de 300 m, sans vergogne. Ce fut le moment où la délégation officielle qui a procédé à l'ouverture symbolique des enveloppes quittait l'établissement. Questionné au sujet du problème rencontré par ces candidats a

cause des travaux sur la RN 4, le wali a répondu : «Nous ne pouvons rien faire, c'est un examen national et les directives sont claires, personne ne peut y déroger».

Le wali ayant à peine quitté les lieux, les correspondants de la presse écrite, des radios et de l'APS ont tenté de contacter le Directeur de l'éducation, M. Fawzi Teboune, qui a réintégré le centre d'examen. Ils se sont vus claquer la porte au nez «C'est le directeur de l'éducation qui nous a interdit de laisser la presse entrer», nous a indiqué le préposé à l'entrée.

Pour savoir ce qui est advenu du sort des candidats retardataires malgré eux, le groupe de presse s'est rendu au niveau du lycée Abdelhamid-Mehri de Hay Mazouni. Il était 8 h 45. Là, ce sont 12 candidats et candidates qui sont refoulés malgré leurs supplications.

Le chef de centre a refusé net en nous déclarant, inflexible : «Nous nous conformons strictement aux directives». Ni les sanglots des jeunes filles ni les coups de colère des candidats n'ont eu d'écho. Ces candidats, interrogés, nous ont dit : «Ils ne pouvaient pas

différer ces travaux de 2 heures ? comment se fait-il que les responsables n'y ont pas pensé ? ils font des fautes et c'est nous qui payons».

Un autre candidat ajoute : «Ils peuvent faire les travaux mais ne pouvaient-ils pas signaler ces travaux, installer une plaque signalant la déviation ? cela nous aurait permis de gagner beaucoup de temps mais, de toute façon, leurs enfants ne prennent pas les bus comme nous, ils ont des chauffeurs».

Des parents d'élèves accompagnant leurs filles sont venus d'El Maïen, partis à 3h du matin, ils ont eu à faire 120 km pour arriver à Khemis Miliana au lycée Emir-Abdelkader. «Pourquoi nous a-t-on imposé un déplacement aussi long jusqu'à Khemis Miliana alors que nous avons des lycées proches de nos résidences tels que Rouina ou El Attaf ? Le responsable de cette organisation des examens sait-il ce que cela nous coûte ?, a-t-il des enfants ? Dans quel état d'esprit sont arrivés à l'examen nos enfants, qui s'en soucie ?», nous a-t-on confié.

Karim O.

KHEMIS MILIANA

L'investissement dans l'agriculture en débat à l'université

**Le temps d'une journée, le campus de l'université Djilali-Bounaâma de Khemis Miliana s'est transformé en une grande foire agricole où ont été exposées toutes les potentialités que recèle la Wilaya de Aïn Defla. Des opportunités et autres créneaux qui s'offrent à l'investissement dans le secteur agricole dans toute sa diversité, et surtout les espoirs qu'il porte pour la promotion du développement économique et social non seulement de la Wilaya mais aussi de toute la région et même du pays.**

Certes, de par la diversité des produits exposés, de par la qualité de ces produits, on se rend compte de l'essor que connaît le secteur de l'agriculture. Certes, il y a eu d'énormes investissements surtout de la part de l'Etat en ce qui concerne les réalisations structurantes telles que les barrages, l'amélioration des sols, la mécanisation, la formation, la vulgarisation des techniques de production et l'accompagnement financier.

Cependant, dans de nombreux secteurs, l'investissement, surtout privé, reste en deçà des attentes à même de faire de l'agriculture l'alternative incontournable à l'exploitation des hydrocarbures, souvent exposés à des fluctuations sur le marché mondial, une alternative

sûre si elle est accompagnée et soutenue par une politique rationnelle.

La délégation officielle, avec à sa tête le chef de l'exécutif de la Wilaya qui a visité les dizaines de stands d'exposants, s'est aperçue combien est grande la dépendance de l'étranger.

A titre d'exemple, il y a lieu de citer l'importation à partir de l'Espagne de la mère souche de la poule pondeuse qui ne peut donner que le poulet de chair. Il en a été de même pour ce qui est des produits phytosanitaires et autres pesticides qui sont importés dans leur totalité à partir des pays d'Europe et d'Amérique. On peut citer aussi l'importation d'une classe de pomme de terre de semence

chaque année par milliers de tonnes, parce que les souches ne sont pas produites chez nous.

Le wali qui a pris longuement la parole dans le cadre d'une conférence-débat qui a suivi la visite de la foire, a insisté et exhorté tous les intervenants présents à promouvoir la recherche scientifique et surtout à développer les liens et les relations de réciprocité entre le monde agricole et les laboratoires de recherche. «Il est malheureux que des travaux précieux de haute valeur scientifique, produits de l'Université algérienne soient exploités par des étrangers ou dorment dans les étagères», s'est-il adressé à l'assistance.

Dans ce sens, il a exhorté les cadres de l'agriculture et les chercheurs de sortir sur le terrain et développer l'expérimentation dans tous les domaines, de profiter de l'expérience des agriculteurs, de planifier des rencontres permanentes entre les producteurs et l'Université.

Evoquant le problème du foncier agricole, le wali dira : «l'investisseur doit rechercher les terres concédées et laissées en jachère

par les bénéficiaires des concessions qui doivent être récupérées et redistribuées aux véritables exploitants et surtout que les terres agricoles ne doivent plus servir à ériger des unités industrielles même de transformations. Il citera, au passage, les dizaines d'étables et de bergeries chèrement payées par l'Etat qui, inexploitées, sont en dégradation avancée.

Il a été aussi constaté, avec regret, dans le domaine de la production animale, que ce sont les races étrangères qui sont fièrement exposées, ici la chèvre espagnole, ici la vache normande... tandis que les races locales, pourtant très bien adaptées, sont délaissées. «Pourquoi ces races ne bénéficient-elles pas d'une possible amélioration de la souche de la part de la recherche scientifique ?» s'est-on interrogé. Il a été aussi question dans ce débat des richesses forestières de la Wilaya qui compte plus de 30 % de sa superficie de couverture végétale avec des espèces précieuses comme le liège dont l'utilisation dans différents domaines est très recherchée.

K. O.

SIDI-BEL-ABBÈS

Les souscripteurs aux logements LPA refusent de signer le contrat de vente sur plan

Dans une pétition dont une copie a été adressée hier à la Maison de la presse, les souscripteurs aux logements LPA des projets des 116 et 198 logements du chef-lieu soulèvent ce qu'ils appellent un problème relatif au coût de ces derniers.

Nous avons, disent-ils, souscrit pour des logements LPA auprès de l'agence foncière de Sidi-Bel-Abbès d'une valeur de 350 millions de centimes fixée par cette dernière. Au moment de l'établissement d'un contrat de vente sur plan auprès d'un notaire agréé pour prétendre à des prêts bancaires, nous avons appris que le coût du logement était de 300 millions. Nous avons refusé de signer ce contrat.

Le responsable de l'agence à qui nous avons signalé cette différence dans le coût du logement nous a proposé de signer une déclaration sur l'honneur auprès de ses services où nous reconnaissons que le coût du logement est de 300 millions de centimes mais nous acceptons de payer 350 millions de centimes pour, par la suite, pouvoir encaisser les 50 millions de centimes de différence que nous versera la CNL.

Nous avons refusé de signer ce contrat sachant que l'article 9 du décret ministériel du 14/05/2011 stipule que le coût d'un logement LPA varie entre 250 millions et 300 millions de centimes et nous ne comprenons pas ce que veut dire cette déclaration sur l'honneur.

Le responsable de l'agence foncière a, de son côté, apporté un éclaircissement à ce sujet : «Les souscripteurs aux logements dont le coût dépasse les 300 millions de centimes n'ont pas droit à l'aide de l'Etat, à savoir les 70 millions de centimes.

Nous avons demandé aux souscripteurs de signer 2 contrats, l'un de 300 millions et l'autre de 50 millions de centimes pour les faire bénéficier, a-t-elle tenu à rassurer, de l'aide de la CNL».

Quant au prix réel du logement, à savoir 350 millions de centimes, il a été déjà déclaré aux impôts, a-t-elle précisé.

A. M.